

« Si le climat était une banque il serait déjà sauvé. » Hugo Chavez

Journal du retraité de Chaumont

<http://cgtretraites-chaumont.fr>

Le site du Syndicat



Syndicat CGT des Retraités de Chaumont 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont N° 268 • Samedi 6 novembre 2021

HAUSSE DES PRIX ET BAISSSE DES PENSIONS 2 DÉCEMBRE : LES RETRAITÉES VONT À PARIS



IL N'Y A PAS DE JOURS HEUREUX

G. Tardenois, syndicat CGT des retraités de Chaumont

Ce titre est évidemment une contrefaçon du poème d'Aragon splendidement mis en chanson par G. Brassens qui s'ouvre sur cette phrase : « Rien n'est jamais acquis... ». Mais rien, jamais, ne sera acquis en tous lieux, sur tous sujets et en tout temps, sans l'intervention citoyenne directe.

Et il en est ainsi aujourd'hui encore. Selon le gérant de banque devenu régent de la France pour le compte de l'oligarchie financière, le jour d'après serait remis à plus tard. En l'occurrence, au 31 juillet 2022. Et encore, si nous sommes sages et si tel est son bon gré. Quant aux « jours heureux » promis après la calamiteuse gestion de la crise sanitaire, ils sont réservés à la finance. Et nous savons pertinemment qu'elle a des noms, des visages et des partis. Fussent-ils les pires.

Sur ordre d'un seul homme, les grands services administratifs (et bureaucratiques) ont été requis pour tenter de promouvoir l'idée que jamais les pauvres n'auraient tant reçu que sous son règne. Tous s'y sont mis et les petits génies élyséens ont pondé un graphique pour le démontrer. Las, une fois les mirifiques pourcentages « pris aux riches et donnés aux pauvres » traduits en euros sonnants et trébuchants, apparaît un paysage plus inégalitaire qu'avant. Il faut dire que les 10 % les plus modestes y bénéficieraient de 6,5% de la discutable distribution contre 22,1% pour les 10% les plus riches. Soit 3,4 fois plus pour les plus aisés.

En prime, si l'on ose dire, cette inégalité flagrante pour ceux dont la fin de mois commence le 15, touche désormais 60 % des foyers.

Pourtant, malgré la propagande médiatique, une prise de conscience émerge et fait son chemin : le compte n'y est pas !

Alors, pour reprendre au plus vite ce qu'il aura fallu lâcher, le système a sorti son arme de prédilection : l'inflation. Prévue à 0 % il y a un an, ce qui dispensait de toute majoration les salaires, les pensions ou les aides sociales, la voilà repartie depuis début 2021 avec une folle accélération en septembre due pour l'essentiel au surcoût brutal de l'énergie.

Annoncée par l'Insee à 2,6 % sur un an, elle est rectifiée à 3,2 % au niveau européen pour cause, entre autres, d'une sous-évaluation de la part logement dans le budget des ménages (9 %). Pauvres, ruraux, bas salaires et retraités sont les premiers et les plus durement touchés.

C'est dire si, à Chaumont comme partout en France, nous nous trouvons dans l'œil du cyclone « hausse des prix » et devons nous unir pour crier haut et fort : **HALTE AU RACKET !** Vous êtes nombreux à le penser, à nous le dire. Nous vous invitons à le faire **ENSEMBLE ! G.T.**

ESSENCE, GAZ, FIOUL, ÉLECTRICITÉ, PAIN, PÂTES,
RIZ, FRUITS ET LÉGUMES, LOYERS, MUTUELLES...

**STOP À LA
HAUSSE DES PRIX**

**RENDEZ-VOUS
TOUS LES SAMEDIS
DE 11H À MIDI**

CHAUMONT
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

**1^{ER} RENDEZ-VOUS
SAMEDI 13 NOVEMBRE**

SOMMAIRE

PAGE 2 • Nos brèves • La COP 26 • Questions à propos de la taxe foncière • Les rues de Palestra ne passent pas par Cassin • Les sept boutiquiers de Chaumont

PAGE 3 • Un sondage Odoxa • Des milliards à gogo • Chaumont Habitat, les locataires signent la pétition • Télémedecine

PAGE 4 • Sarkozy-Macron : la République ridiculisée • Nouveau Relax, de bien pâles justifications • Enquête sur les fermetures de lits d'hôpitaux



COP 26

Lisez l'appel urgent de Greta, Vanessa, Dominika et Mitzi pour l'action climatique.

S'il vous convient -et il le devrait- rejoignez-le maintenant et partagez partout où vous le pouvez. Elles feront entendre plus fort et plus haut nos voix directement aux gouvernements de la COP26. Cet appel a déjà recueilli près de 1 600 000 signatures (Jeudi 4 novembre à 7h00 du matin)

Pour signer et partager, c'est ici :

https://secure.avaaz.org/campaign/fr/climate_action_now_loc/

Vous pouvez aussi le signer sur la page Facebook de notre syndicat : <https://www.facebook.com/>

LES RUES DE PALESTRA NE PASSENT PAS PAR CASSIN

La ville de Chaumont qui a, selon M. Martinelli, le privilège d'héberger Palestra sur son périmètre cadastral, s'est tout de même fendue de voies d'accès à l'équipement (et l'entretien qui va avec) à hauteur de la réalisation. Mieux, elle va engager une desserte supplémentaire avec une refonte complète de la rue de Bourgogne. Il y en aurait pour (environ !) 1,6 million d'euros.

Par contre, pour la énième fois, les élèves, les parents d'élèves, et le personnel enseignant de l'école Cassin réclament à cor et à cris la réfection des



trottoirs qui mènent à l'école. Il n'y a pas photo sur les budgets à engager, mais une nouvelle photo des trottoirs en question très détériorés s'impose.

TRIPLE QUESTION DONT UNE À 353 000 EUROS

Automne. « Les feuilles mortes se ramassent à la pelle ». Les feuilles de taxes foncières ont pris un coup de pelle. En gros, 4 % de majoration. À votre avis

1/ Que vont faire les propriétaires privés bailleur : mettre de leur poche ? J'ai un doute, comme disait Devos.

2/ Que vont faire les Offices HLM ? Chaumont-Habitat compte aux alentours de 4 000 logements et même si certains sont exonérés, la note pourrait être salée. Et quid des locataires déjà bien taxés ? Qu'en pense Mme la Présidente ?

3/ Notre cher, très cher (!) président de l'Agglo, décidément grand collecteur d'impôts, envisage-t-il toujours sérieusement de doubler la mise en 2022 ?

Conclusion : HALTE AU RACKET !

Et l'occasion de rappeler que l'Agglo doit 353 000 euros aux Chaumontais. Nous avons décidé de le rappeler chaque semaine...

SEPT 7

Il y avait les sept cadrans d'Agatha Christie, les sept samourais et leur remake en mercenaires, les sept nains pour s'occuper de Neige, prénom Blanche, les 7 boules de cristal de Tintin. Sans oublier les bottes de sept lieues. Chaumont peut s'enorgueillir maintenant d'avoir les 7 boutiquiers.

Sept, ils étaient 7, si l'on en croit l'Affranchi (et on le croit), sept à l'assemblée de l'UCIA de Chaumont.

Comment expliquer une telle défection ? La réponse a jailli des sept bouches à la fois, mais d'une seule voix. Mais c'est bien sûr, la faute des Gilets Jaunes.

Bingo ! Et illico presto de demander une subvention-dédommagement à la ville, à l'agglo et au ministère idoïne.

Ils ont, en l'absence remarquée de dame Abba, demandé à sieur Templier de les soutenir ; ce qu'il fera. Un pour tous, tous pour un, se sont promis les sept, unis comme les cinq doigts de la main.

Puis, ni une ni deux, la séance a été levée après le verre de l'amitié. 7 Up... Santé !

Brèves rédigées par A. Fernandez, G. Tardenois et Rachid R.

ESSENCE
GAZ FIOUL
ÉLECTRICITÉ
HALTE AU RACKET

HALTE AU RACKET
Signez la pétition sur le marché le samedi matin ou sur change.org
<https://chnq.it/rZLsFrbr2b>

MERCI, MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité a été entendu.
- Merci à Jean-François, Alain, Denise, Jean-Claude, Josette, Hervé, Xavier, Marie, Francis, Jean-Claude, Jean-Pierre, Sylvie, Jean-Paul, Annie et Claude, Patrice, Michèle, Jacqueline, Jacky, Gérard, Michel et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT AIDEZ À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom : Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

CHAUMONT HABITAT : LES LOCATAIRES SIGNENT LA PÉTITION

La pétition lancée par le syndicat CGT des retraités fait son chemin dans les quartiers de la Rochotte et Ribot. Il ne s'agit pas d'une pétition lambda, nom, prénom, signature. Les locataires y trouvent la place d'exprimer leurs problèmes, qu'il s'agisse d'infiltrations, de moisissures, de blattes. Toutes choses qui n'ont pas reçu de réponses de Chaumont Habitat.

Ils sont aussi invités à donner leurs coordonnées s'ils le souhaitent pour participer à un rassemblement devant le siège de l'organisme logeur. À l'heure actuelle, s'ajoute à leurs divers problèmes la température qui règne dans les appartements. Chauffés à 19°C, pour peu que l'appartement soit victime de ponts thermiques et d'humidité, lorsqu'on y reste la journée, que l'on soit retraité ou chômeur, ce n'est pas la joie !

CHAUMONT HABITAT - PÉTITION
Nous, locataires de Chaumont Habitat, décidons d'agir pour que les problèmes dans nos logements soient pris en compte :

- Humidité, moisissures,
- Chauffage insuffisant,
- Réparations diverses
- Blattes, rats
- Logements inadéquats pour handicapé ...

Nous avons décidé de faire du porte-à-porte pour solliciter les voisins, pour passer à l'action et être entendus par Chaumont Habitat et la Mairie de Chaumont. Plus nous serons nombreux plus je signe la pétition et je m'engage à participer à un rassemblement devant Chaumont Habitat pour me faire entendre.

Nom et prénom	Exposez votre ou vos problèmes	Participera au rassemblement devant Chaumont Habitat *
N° de téléphone et votre mobile (à préciser du jour et de l'heure du rassemblement)		OUI NON
Tél :		* Rayer la mention inutile

PÉTITION DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

TÉLÉMÉDECINE

Une page du JHM sur la téléconsultation à Chaumont. Ah enfin une solution au désert médical du centre-sud haut-marnais ? Hélas, on y apprend que les trois pharmacies qui la pratiquent reçoivent un à deux patients par jour ! Cela méritait-il une page entière du quotidien local ? Sans compter qu'il ne faut pas être trop malade pour téléconsulter ; un renouvellement d'ordonnance, OK. Bobo au ventre, allez aux urgences ! Décidément, nos pharmacies sont mises à toutes les sauces. Elles deviennent les services publics des territoires. Après la vaccination contre la grippe, elles sont passées au covid. Elles vont bientôt remplacer les médecins...

L'ARS et le préfet ont-ils pensé à s'adresser à elles dans leur grand Ségur local ?

ADRIANA FERNANDEZ

À QUELQUES MILLIARDS PRÈS...

AIDES PUBLIQUES : 240 milliards d'aides publiques ont été versés aux entreprises, sans condition, depuis le début de la pandémie. 240 milliards, soit l'équivalent de 6 315 € pour chacun des 38 millions de Français qui doivent se contenter de 100 € d'indemnité carburants !

BNP : La BNP à Paris a été recouverte de peinture noire par des militants d'Attac qui voulaient ainsi dénoncer l'évasion fiscale, c'est une pratique courante de la banque. Une fraude aux dividendes qui aurait fait perdre 33 milliards d'euros à l'État français.

TOTAL : TOTAL multiplie son bénéfice en pleine crise des hydrocarbures. 4,6 milliards en un trimestre.

COTISATION SOCIALES : Le patronat a perçu 52 milliards en exonération de cotisations sociales en 2021 qui sont une partie de notre salaire socialisé. Il doit les rembourser !

FRAUDE FISCALE : Elle est estimée entre 80 milliards et 100 milliards d'euros qui échappent aux recettes de l'État. **(À SUIVRE)**

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

À RENVoyer : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT 24 AVENUE DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

ENQUÊTE ODOXA SUR LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE

Selon une enquête Odoxa* réalisée pour France Bleu avec Groupama publiée ce jeudi, le pouvoir d'achat est un sujet de préoccupation important pour 90% des Français.

Gaz, carburant, impôts : d'après ce sondage, 75% estiment qu'il diminue. Conséquence de la hausse des prix de l'énergie, une majorité de Français (66%) réduisent leur consommation de chauffage ou d'eau chaude et tout le monde ou presque cherche à faire des économies, en particulier sur les sorties et loisirs (58%).

Parmi les 90% des Français qui se disent préoccupés par leur pouvoir d'achat, la moitié (44%) affirme que c'est un "sujet très important", à commencer par les foyers les plus modestes (48%) (contre 38% des foyers les plus aisés). Autres catégories de populations particulièrement préoccupées par ces questions : les plus âgés (50-64 ans et 65 ans et plus) et les sympathisants de droite.

Sur le plan géographique, c'est en Nouvelle-Aquitaine que l'inquiétude est la plus forte (50% des sondés disent que leur pouvoir d'achat est un sujet "très important") et en Ile-de-France qu'elle s'exprime le moins (39%).

Des chiffres qui recourent les données de l'INSEE, rappelle Odoxa : la Nouvelle-Aquitaine (20 670 €/an) fait partie des régions dont le niveau de vie annuel des habitants se situe sous le niveau de vie médian hexagonal (21 030 €/an) tandis que celui de l'Ile-de-France est au-dessus (23 230 €/an).

Pour rappel, le niveau de vie annuel des habitants de Haute-Marne est de 20 190 €/an.



SARKOZY - MACRON : LA RÉPUBLIQUE RIDICULISÉE

Appelé à témoigner dans l'affaire des sondages de l'Élysée (4,7 millions d'euros de commandes passées auprès d'amis, sans appels d'offres, entre 2007 et 2012), Nicolas Sarkozy avait d'abord fait savoir qu'il ne répondrait pas à la convocation du tribunal. Puis, ayant appris que la justice avait décidé de l'amener par la force publique, il est finalement venu. Mais ce fut pour se livrer à une honteuse mascarade.

S'il n'est pas poursuivi, au contraire de ses principaux collaborateurs, c'est simplement parce qu'un article de la Constitution lui confère une irresponsabilité pénale pour tout ce qu'il a pu faire en tant que président de la République. Ce qui est déjà exorbitant dans un pays qui prétend vivre en complète démocratie. Mais, au nom de cette immunité, Sarkozy a poussé le vice jusqu'à refuser de répondre à chacune des 36 questions que le juge lui a posées. En gros, il a expliqué au tribunal que, puisqu'on ne pouvait pas le condamner, il était indécent de lui demander ce qu'il s'était passé.

La France étant toujours prête à donner des leçons au monde entier, on peut se demander comment ce type de comportement peut être compris hors de nos frontières.

Autre indignité : on apprend par Médiapart que Brigitte Macron a apporté son soutien à Michèle Marchand, la gérante de l'agence de paparazzis Bestimage. Celle-ci a été mise en examen dans le cadre de l'affaire Sarkozy/Takieddine, puis incarcérée pour n'avoir pas respecté son contrôle judiciaire. Or l'épouse du président de la République lui fait savoir qu'elle trouvait «dégueulasse» le comportement de la justice envers elle, mais aussi envers Sarkozy. Et elle lui a proposé, en cas «d'emmerdes», de s'adresser à Fabien (le lieutenant de gendarmerie, officier de sécurité auprès de madame Macron).

Tout cela indique clairement que ceux qui dirigent le pays se sentent au-dessus de tout.

Ces éléments, ajoutés aux diverses lois liberticides et à la répression qui s'est abattue ces dernières années sur les citoyens qui manifestent, nous renseignent de mieux en mieux sur le niveau de notre démocratie. A quelle distance sommes-nous encore des Etats qui valent régulièrement notre mépris dans ce domaine ?

ELTÉ



Michèle (Mimi) Marchand
«La reine des paparazzis» et
Brigitte Macron

NOUVEAU

Relax

BIEN PÂLES JUSTIFICATIONS

L'Affranchi du 28 octobre revient sur le «changement de direction» au Nouveau Relax avec une interview de Paul Fournié, le nouveau président du Conseil d'administration.

Résumons : « Il n'y a rien à dire sur la programmation... » Et à titre personnel, il « n'a aucun problème avec la directrice ». « C'est quelqu'un que j'apprécie ». Je vous aime bien, mais prenez donc la porte...

Que reproche-t-on à la directrice du Nouveau Relax ? Un, « de ne pas vivre en territoire » et deux, ne pas entretenir «toujours» des liens suffisants avec les associations locales.

Autant d'arguments qui ne tiennent pas la route. En effet, s'il est souhaitable que le « chef d'établissement » soit de manière permanente sur le territoire, encore faudrait-il parler de la précarité liée au poste de directrice nommée sur un CDD. Quel poids a cet argument alors que l'on affirme qu'il n'y a rien à dire sur la programmation. En outre, le CA a fait l'impasse sur l'impact de 20 mois de crise sanitaire sur le fonctionnement d'une structure du spectacle vivant.

Le nouveau Relax est une Scène conventionnée. Cela impose des contraintes que l'on retrouve dans le cahier des charges* et dans divers textes réglementaires. En résumé, la scène conventionnée doit d'abord et avant tout assurer du travail aux compagnies et aux salariés du spectacle, intermittents, artistes, administratifs ou techniciens... Son projet artistique et culturel est conçu et mis en œuvre par une direction disposant d'une complète autonomie de programmation et de gestion.

Le CA et Paul Fournié reprochent à la directrice de ne pas avoir ouvert suffisamment la programmation du Nouveau Relax à des associations locales. Mais cela était-il possible financièrement et structurellement ? N'est-il pas de la responsabilité de la ville de donner les moyens et les lieux pour que les associations culturelles locales puissent créer, répéter et se produire ?

La décision d'un CA composé quasi exclusivement d'élus chaumontais, présidé par l'adjoint à la Culture de Chaumont est problématique. Elle peut être ressentie comme une ingérence inadmissible dans la vie du Nouveau Relax. Enfin, redisons-le avec force, les spectateurs-usagers sont considérés comme quantité négligeable.

« On veut absolument conserver la scène conventionnée », conclut Paul Fournié. Mais ce qu'il dit est à mille lieues de ce que doit précisément être une scène conventionnée d'intérêt national.

RICHARD VAILLANT

* Consulter les conditions d'attribution et le cahier des missions et des charges de l'appellation « Scène conventionnée d'intérêt national ». <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000034679298>

ENQUÊTE SUR LES FERMETURES DE LITS D'HÔPITAUX

Cette semaine, le patron a chargé le commissaire Véran et l'inspecteur Attal de mener l'enquête sur la fermeture de lits dans les hôpitaux de France. Y a-t-il vraiment besoin d'une enquête ? Les chiffres sont clairs : en 2020, plus de 5700 lits ont été fermés malgré la pandémie. 20% de lits sont fermés dans nos hôpitaux publics faute de soignants.

Quand on gère un hôpital comme une entreprise, on a vite fait de transformer les lits en portefeuilles ! Après la vague de patients covid, l'hôpital subit la vague de départs de soignants. Selon l'inspecteur Gabriel-Derrick-Attal, la baisse d'effectifs dans les hôpitaux serait due aux gouvernements précédents, malgré tous les efforts de Jupiter ! « On ne rattrape pas trente ans en quatre ans » ! Attal nous prend pour des imbéciles et Véran s'étonne de la démission de plus d'un millier d'étudiants infirmiers avant la fin de leur formation.

Oui c'est bizarre, pourquoi ? Des salaires au plus bas, pas de reconnaissance, une amplitude horaire énorme, pas de temps pour les patients, un métier que l'on ne peut plus exercer correctement et maintenant on va même faire peser le tri des patients et la déprogrammation de certains soins sur les soignants, histoire de les enfoncer un peu plus. Mais jusqu'où ce gouvernement ira-t-il dans l'ignominie ?

MARIE-ROSE PATELLI

